

L'inter-LP de l'Ouest n° 10

N° 10 - 18 mars 2009. - Bulletin de liaison pour tous les professeurs et personnels, élèves, parents, syndicats, & élus en CA dans les **lycées professionnels**. - Diffusion par internet - Réexpédition à vos collègues et réimpression/photocopie : par vos soins - **Affichage en salle des profs** - Pour recevoir gratuitement ce bulletin en temps réel, envoyez votre adresse internet au secrétariat provisoire à <luc.douillard@libertysurf.fr> au LP Michelet de Nantes (votre adresse ne sera pas divulguée et ne servira qu'à l'expédition de ce bulletin.) - Envoyez vos articles, réactions & communiqués à la même adresse. **Prochain numéro : Très prochainement !!!!!!!!!!!!!!!**

Jeudi 19, à Nantes ou ailleurs, tous par millions, en défilés dans la rue ensoleillée



Matraque • Charter • Kärcher

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Voici un numéro récapitulatif de la semaine passée :

À quelques heures de la journée de grève et de notre prochaine Assemblée générale (rappel : jeudi matin 10 heures à Nantes, Maison des syndicats, boulevard de la Prairie-au-Duc), nous tentons par ce numéro récapitulatif de compiler et rediffuser l'activité LP de ces derniers jours, quitte à nous répéter.

Toutes nos excuses à ceux que nous aurons vexés parce

que nous n'aurons pas suffisamment vite publié leurs communiqués, ou imparfaitement. Rappelons ici que ce bulletin n'est qu'un modeste service d'information transversale et directe à l'intention des LP en lutte dans l'Ouest et ailleurs, et qu'il n'est pas évidemment pas réalisé par des journalistes professionnels ou des permanents d'organisations, mais par de simples amateurs bénévoles, collègues en lutte, comme nous tous.



Reçu le 9 mars, Guérande.

Bonjour,

Recteur un peu secoué par l'intervention du 3 Mars puisqu'il a fait mention à deux reprises des bacs pro dans sa conclusion

Adresse ci dessous pour me mettre dans la liste de diffusion, merci

Je diffuse le n°06 aux adhérents FCPE du LP de Guérande, ainsi qu'à quelques enseignants.

Sur Guérande : motion parents discutée au CA de Novembre. Fin d'année mobilisée pour les élèves. Participations aux manifs, plus ou moins importante . Pétition - 300 signatures- remise à l'adjoint du recteur , avec copie au Président de Région (20 minutes d'entretien avec son adjoint et 5 min avec lui) lors d'une inauguration de serres. Un peu le calme plat depuis la rentrée de Février. Poignée d'enseignants qui manifesteront le 19.

Motion jointe que nous, parents, proposons pour le prochain CA : pas de réaction des élus enseignants pour l'instant.

Cordialement
T

Les représentants élus des parents d'élèves et des élèves, les représentants des personnels, 1er et 2ième collège .

Conseil d'Administration du LP de Guérande Olivier Guichard

MOTION sur la REFORME DES LYCEES PROFESSIONNELS

Le Conseil d'Administration du Lycée Professionnel Olivier Guichard, à Guérande, réuni le 30 mars 2009 en session ordinaire,

Prend acte de l'arrêté du 10 Février 2009 et des décrets qui en découlent modifiant l'organisation du cursus scolaire conduisant aux baccalauréats professionnels . Constate que la durée des études est réduite à 3 années scolaires .

Affirme son opposition à cette mesure qui contribuera à dévaloriser le diplôme ainsi obtenu .

Constate que seuls quelques B.E.P sont maintenus à titre transitoire .

Affirme que cette mesure privera les élèves à la fois d'une qualification reconnue permettant l'entrée dans la vie active et d'une étape nécessaire vers le baccalauréat . Constate que les programmes scolaires ont été adaptés à la réduction globale de la durée de formation.

Affirme que cette diminution des connaissances à acquérir, tant dans les matières générales que par la pratique, va minimiser les chances d'intégration professionnelle des élèves, et rendre caduc tout espoir de poursuivre des études supérieures .

Constate que les compléments à la DHG incitent à augmenter le nombre d'élèves par classe, au risque de compromettre la qualité de l'enseignement .

En conséquence le Conseil d'Administration du Lycée Professionnel de Guérande demande que l'arrêté du 10 février soit amendé pour conserver le parcours conduisant au baccalauréat professionnel en 4 années scolaires, avec maintien du B.E.P. comme étape intermédiaire .

Reçu le 10 mars : Arts appliqués.

Voici le courrier (réponse) d'une amie et collègue d'arts appliqués sur Marseille à qui je fais passer depuis le début le bulletin interLP et qui à son tour le diffuse sur Toulouse et sur Lyon .

Les arts appliqués cherchent à mener une action commune; il faut savoir que notre nouveau référentiel fait une quinzaine de pages dont le contenu est d'une ambition démesurée face aux 50% d'heures en moins pour le bac pro 3 ans.... Alain C. XXXX est mon ancien inspecteur sur Toulouse. à demain, Nolwenn

Date: Fri, 6 Mar 2009 09:50:54 +0100

From: xxxxxxxxxxxxxxxx

Subject: Réf. : FW: [InterLPdeLouest] Envoi du n°6 du Bulletin l'Inter LP de l'Ouest : Compte-rendus, prévisions et récits de dernière minute.

Bonjour Nolwenn,
Oui j' ai revu Alain et les collègues des Arts Appliqués de Toulouse réunis à l'IUFM vendredi dernier. Chaque enseignant sur Toulouse et banlieue , sont en postures différentes selon la politique de leur établissement. 1

heure élèves mais 2h prof (dédoublements)
hebdomadaire.

Les réponses des inspecteurs: ils protestent et réclament des explications, et le retour des 2 h/ hebdo élèves, toujours le flou au niveau de l' évaluation et de fortes craintes... Eux mêmes très gênés dans leur fonctionnement avec le ministère; par des infos tardives ou insuffisantes parfois arbitraires. Aucune réponse à certains courriers de critiques sur les horaires et mises en oeuvre de la réforme... XXXX est désarmé et fait son possible pour que les choses n' en restent pas là.

Malheureusement il part à la retraite très bientôt.

Je viens de faire suivre tes dernières infos. idem aux collègues de Lyon qui viennent de m' envoyer ce message :

(...)

Pour ceux qui se trouvent dans les dom tom organisez vous pour que les AA se distinguent dans les cortèges il faut que l'on nous voit!!

> Nous souhaitons lors de la grande grève générale du 19 Mars FAIRE

> ENTENDRE LA VOIX DES ARTS APPLIQUES et défiler ensemble à LYON. Nous

> aimerions nous

> réunir le 18 MARS à 14H (lieu à définir) pour se rencontrer, et

> organiser la manifestation et les actions à venir. Avis à toutes les

> créativités, il nous faudra des banderolles, des tracts, des affiches et tous moyens d'expressions efficaces. Nous devons préparer tout cela en amont et

> venir

> avec le 19 Mars.

> Merci à tous, répondez-nous et TRANSMETTEZ CE MESSAGE A TOUS LES PROFS

> D'ARTS APPLIQUES de France !!! Que tous ceux qui souhaitent nous

> soutenir

> viennent le 19 mars !!!!!

>

> Les enseignants d'arts appliqués de l'académie de Lyon

>

>

> PS: Nous avons besoin, pour une meilleur organisation des actions à venir, pour ceux qui le souhaitent, que vous nous transmettiez vos coordonnées.

Reçu le 10 mars : Pont-Château

Bonjour,

Demain matin à 8 heures, nous devons "recevoir" les Inspecteurs mandatés par le Rectorat pour venir nous informer sur le Bac Pro 3 ans.

Comme les établissements qui ont déjà refusé leur intervention, nous lirons un petit texte motivant notre position, nous partirons et irons rejoindre nos élèves en cours.

Sachant que le LP des 3 Rivières est déjà en expérimentation, nous avons rédigé un papier qui tient

compte de notre situation spécifique.

Je te l'envoie car il peut peut-être servir de base pour d'autres établissements en expérimentation qui refuseraient aussi le discours officiel du Rectorat. Ce texte a été approuvé par l'ensemble des collègues présents ce midi lors de notre Heure d'Information Syndicale. Je dois préciser que les dates mentionnées nous sont propres, puisqu'elles concernent les dates des CA de l'an dernier (à l'exception du 18 décembre 2007 et du 20 janvier 2009).

Te souhaitant bonne réception,

Texte lu le 11 mars 2009

(venue des Inspecteurs au LP pour la mise en place du Bac Pro 3 ans)

Nous, enseignants du LP 3 Rivières de Pont-Château, tenons à affirmer notre soutien aux établissements qui demandent la suppression de la réforme du Bac Pro 3 ans.

Nous sommes opposés à la généralisation de ce Bac qui supprime le BEP et réduit la formation initiale de nos élèves d'une année.

Reprenant le contenu du Manifeste Inter-LP,

- Nous nous insurgeons contre le démantèlement de l'Enseignement Professionnel public,

- Nous refusons la grave dévalorisation de l'Enseignement Professionnel,

- Nous dénonçons le risque accru de déscolarisation et de sortie des jeunes du système éducatif sans qualification.

Le Lycée Professionnel des 3 Rivières est déjà en expérimentation Bac Pro 3 ans depuis la rentrée de Septembre 2008. Malgré la demande d'accompagnement formulée en Juin 2008, nous avons dû mettre en place seuls cette formation, sans référentiels et sans programmes officiels.

Pourtant, le 18 décembre 2007, l'accord signé entre des organisations syndicales et le Ministre de l'Education convenait que « cette année 2008 serait mise à profit pour préparer au mieux les réformes dans les académies où notamment /.../ les expérimentations seront approfondies et évaluées ».

De plus, le 10 janvier 2008, nous avons l'assurance que « cette expérimentation aurait la particularité d'être engagée à la fois au niveau académique et au niveau des établissements et que le recteur prévoyait un accompagnement des établissements dès le 1er trimestre 2008 ».

Toutes ces promesses qui offraient un cadre d'accompagnement à l'expérimentation et sur lesquelles nous avons basé le vote du Conseil d'Administration du 18 janvier 2008 n'ont pas été honorées !

Enfin, nous demandons, selon le vœu adopté au Conseil Académique du 20 janvier 2009, que l'expérimentation soit menée à terme et évaluée avant toute généralisation du Bac Pro 3 ans.

Reçu le 10 mars Bourdonnières

salut Anne,

concernant la lutte, aux « Bourds » la situation est particulière :
il y a ceux qui ne veulent pas d'un bac pro 3 ans en bloc
ceux qui sont pour un bac pro 3 ans selon les sections
et ceux qui veulent le bac pro 3 ans : en effet, nous avons
en vente une sectionorpheline bep vente qui doit sa
survie au passage au bac pro 3 ans (la survie du
lp est un sujet qui revient tout le temps depuis que je suis
aux Bourds)

De plus, nous ne sommes qu'une toute petite section, et
ce n'est pas non plus un lycée à la pointe de la lutte
donc entre les "militants" on communique et discutons des
infos que chacun reçoit,
le journal de Michelet est diffusé largement
Jeudi nous devons voter pour le refus ou non de l'accueil
des inspectrices, et je ne peux pas savoir auj quelle sera
l'issue du vote
voilà voilà pour les nouvelles
biz aux collègues
à bientôt

Reçu le 11 mars, Bougainville

Bonsoir-bonjour,

Ci dessous infos du LP Bougainville

Pas plus de 1500-2000 personnes à la manif commerce-
préfecture de ce soir. Pas de LP visibles .
Croisé dans le tram 2 élèves de Michelet se préparant à
agir demain, avec caddie, tracts et objectif de débrayage
dans d'autres lycées.

Sur Guérande, les profs, même syndiqués et actifs lors des
mobilisations précédentes, sont muets quand à la
proposition de motion affirmant point par point
l'opposition à la réforme.
La seule réponse eue, d'un des élus au CA, a plutôt
l'objectif de me convaincre du contraire.....

Mais notre CA est tard dans le mois, ce qui peut leur
sembler loin.

Cordialement
T
FCPE LP Guerande

----- Message transféré -----

Envoyé le : Jeudi, 12 Mars 2009, 6h59mn 37s

Objet : Re: Projet motion pour CA à venir

Le CA du lycée Bougainville a eu lieu mardi 10 mars,
nous avons présenté la motion dans les termes identiques
à la vôtre. Il n'a pas été possible de la faire voter en CA,
Madame le proviseur ayant objecté cette possibilité.
Les enseignants ont présenté également une motion allant
dans le même sens. Toutes deux seront jointes au compte

rendu . Il a été présenté à l'ordre du jour un point sur les
conditions de la rentrée 2009, avec un détail des heures
par classe. Cette répartition tient compte des nouvelles
dispositions du bac professionnel en trois ans pour les
sections commerce et Hôtellerie. Cela a été soumis au
vote, 14 votes contre une abstention et quatre pour. En
conséquence ce vote risque de bloquer la mise au
mouvement de deux postes supplémentaires pour couvrir
les besoins, ils seront couverts par des moyens
temporaires...Les enseignants ont confirmé par exemple
que les nouvelles dispositions du Bac pro en 3 ans allaient
réduire les heures d'enseignements de pratique
professionnelle, d'un tiers(8h au lieu de 12h) sur un an et
de 45% sur la totalité de la formation en Bac Pro
Restauration Hôtellerie.

Bon courage pour la suite, cordialement.

Le 12 mars, votes DGH dans plusieurs établissements

Bonjour,

Voici des infos sur les votes DGH dans les établissements :

Bougainville : 14 contre, 3 pour, 2 abstentions

Renaudeau (Cholet): 7 contre, 6 pour

Branly (Roche/Yon) et René Couzinet (Challans) :
boycott des CA

Michelet (Nantes) : 16 contre, 5 pour

N'hésitez à nous informer pour votre établissement !
Bien à vous,

12 mars, Boullouche, Saint-Nazaire

VOTE DGH au lycée ANDRE BOULLOCHE (Saint-Nazaire)
AU CA DU 10.03 2009

CONTRE : 13

ABSTENTION : 2

POUR : 5

+ lecture d'une motion des enseignants concernant la DGH
+ lecture d'une lettre concernant les Arts Appliqués (nous
perdons 1 poste fixe sur 2 à la rentrée 2009)
+ un texte remis par le représentant de la commune
(apparenté communiste) contre la réforme.
Cordialement,

12 mars, indigestion académique

Subject: INDIGESTION ACADEMIQUE
BONJOUR !

Aujourd'hui, jeudi 12 mars 2009, M. JAVAUDIN, inspecteur
de l'Académie, était présent dans l'établissement André

BOULLOCHE, afin de discuter de la 4^e DIMA (Dispositif d'Initiation aux Métiers par Alternance, expérience mise en place depuis la rentrée 2008 dans notre établissement) et des moyens alloués à cet effet (moyens qui n'apparaissent pas dans la DGH proposée au CA du 10 mars 2009, sachant que 6 HSA sont demandées et en aucune façon des heures postes, ce que les enseignants élus ont réclamé).

Spontanément, à 13h30, 16 enseignants (presque tous ceux présents à ce moment-là dans la salle des profs !) se sont déplacés au réfectoire, afin de dire à l'inspecteur, entre l'asperge et la poire, tout le bien que nous pensons de la réforme Bac Pro 3 ans.
Il en est resté bouche bée !

Cordialement.

12 mars, Leloup Bouhier, Nantes

Sent: Thursday, March 12, 2009 12:20 PM
Subject: Informations Accueil inspecteurs

>
> Voici des nouvelles de Leloup Bouhier : "hier , réunion assez houleuse
> avec les 2 inspectrices venues présenter le bac en
> 3 ans, elles n'ont pas pu projeter leur power point et ont dû répondre aux questions posées par l'inter syndicale"

12 mars, La Roche-sur-Yon et Challans, (Vendée)

Reçu le 12 mars

La Roche sur Yon et Challans

----- Original Message -----

Sent: Thursday, March 12, 2009 4:47 PM
Subject: courrier boycott CA et lettre parent

> En cliquant sur le lien tu trouveras la lettre communiqué à notre chef d'établissement sur les raisons du boycott du CA et la lettre distribuée
> aux parents lors de la journée porte ouverte.
> <http://www.rezocitoyen.org/spip.php?article6162>

> Cordialement

Lycée professionnel : Les personnels boycottent les conseils d'administration !
, par sudeducation85mardi 10 mars 2009

Les représentants des personnels des lycées Branly à la Roche sur Yon et René Couzinet à Challans (SGEN, UNSA, SUD éducation et non syndiqués) ont décidé en assemblée générale de boycotter le conseil d'administration qui doit voter la répartition horaire pour l'année 2009-2010. Les représentants des personnels des lycées Branly à la

Roche sur Yon et René Couzinet à Challans (SGEN, UNSA, SUD éducation et non syndiqués) ont décidé en assemblée générale de boycotter le conseil d'administration qui doit voter la répartition horaire pour l'année 2009-2010.

Pour les personnels, il s'agit de protester contre la généralisation de la mise en place des BAC PRO en 3 ans qui conduit à diminuer l'offre de formation pour les familles et leurs enfants et qui contribue à la suppression de 13 000 postes d'enseignants au niveau national.

Les personnels s'engagent également à informer, lors de la journée « portes ouvertes du samedi 7 mars » les parents de cette situation.

12 mars, Bourdonnières

----- Original Message -----

>
> Aujourd'hui, pendant l'heure d'info syndicale, nous avons longuement discuté avec les collègues présents (14) de la position à adopter le Mardi 17, jour de la venue des inspecteurs. Il a été décidé par 9 voix contre 5 (dommage!!!) que nous acceptions leur venue mais que nous commencerions l'entretien par leurs demander s'il viennent avec du concret. S'ils éludent, noient le poisson ou répondent par la négative, nous quitterons l'amphi et leur remettrons un document exprimant nos doutes et nos craintes face à la mise en place de la réforme Bac Pro 3 ans.

> Concernant la DG, nous voterons contre au prochain CA. A signaler que maintenant, nous avons un seul CA dans un établissement polyvalent mais toujours deux DG. Les collègues élus du Lycée Général (5 élus sur 7) vont voter également contre la leur.

>

12 mars, un blog sur les arts appliqués

12 mars : un blog sur les arts appliqués

> ----- Original Message ----- F

>

>> Pour avoir un petit peu de visibilité, je mets mes actions en

>> ligne. En espérant que tout ne s'arrête pas maintenant.

>

> <http://sauvonslesartsappliques.over-blog.com/>

>

> Léo Saint-Nazaire

12 mars, La Chauvinière

Bonjour, je sors d'une réunion disciplinaire regroupant des collègues de 21 LP de toute l'académie.

- > Je vous fait un petit CR du lancement de la journée.
- >
- > **Réunion disciplinaire inter-académique,**
- > L'inspecteur ouvre la réunion en présentant le travail de la journée comme
- > une réflexion pédagogique sur la nouvelle formation (sous entendu la bac
- > pro 3 ans).
- > Il demande un tour de table ou chacun doit se présenter ainsi que la
- > structure dans laquelle il travaille. Il apparaît que sur les 21 lycées
- > professionnels représentés, 16 postes seront supprimés dans les 3
- > prochaines années à cause de l'organisation du nouveau bac pro.
- > Un enseignant représentant l'AG de l'inter-LP donne lecture du manifeste
- > du 29 janvier 2009.
- > L'inspecteur répond que le sujet de la journée d'étude n'est pas la
- > structure de ce nouveau bac pro mais une réflexion sur la pédagogie à
- > mettre en oeuvre.
- > Il nous explique ensuite que notre pédagogie peut s'améliorer en
- > participant à ce genre de journée et qu'ainsi nous pourrions mettre en
- > place la nouvelle formation. Par notre progression nous allons donc
- > participer à une meilleure "rentabilité" de l'éducation nationale et
- > permettre la disparition de beaucoup de postes.
- > A la question "que va-t-il advenir des collègues mutés ?" et alors que la
- > majorité des LP diminuent les postes, l'inspecteur répond que la
- > hiérarchie trouvera une solution puisqu'elle ne peut pas se séparer de ses
- > fonctionnaires. La réponse étant peut-être dans les heures de soutien,
- > qui seront des heures variables en fonction des demandes des LP. Et vive
- > la précarité!
- >
- > D.
- > PLP2 Electrotechnique
- > LP La Chauvinière
- >

12 mars, Châteaubriant

Bonjour,

Jeudi 12 mars, visite des inspecteurs au LP Etienne Lenoir à Châteaubriant.

Après une heure d'info syndicale, assez tendue, la semaine dernière, il a été décidé d'accueillir les inspecteurs pour leur lire une déclaration de protestation, et de se retirer collectivement de la réunion, et immédiatement. Le but était d'éviter un jeu de questions/réponses inutile, et de montrer qu'on n'adhérait

pas à la réforme.

Le jour J, à l'ouverture de la réunion et en présence de l'équipe de direction, un collègue, soutenu par ses camarades qui se sont levés en même temps que lui, a courageusement prononcé le communiqué dans un contexte difficile, car la majorité des présents considérait que cette action ne servait à rien.

Un petit tiers des profs a donc quitté la salle. Mais ici, c'est une première !!

Voici le contenu de la "lettre ouverte".

"Madame l'inspectrice, Messieurs les inspecteurs,

Nous pensons que dans l'intérêt des élèves, il est préférable de garder la formule du baccalauréat en 4 ans (2 années de BEP et 2 années de Bac pro).

En effet,

- Nous voyons bien que le bac pro 3 ans est une destruction du BEP. Nos élèves, nous le savons bien, ne peuvent pas tous avoir un bac pro. Ce BEP reste porteur d'emploi et il est reconnu par les entreprises.

- La mise en place du bac pro 3 ans répond à la logique de suppressions de postes d'enseignants. Les moyens économisés sur la 4ème année ne seront manifestement pas redéployés pour faciliter le travail des élèves et des enseignants.

- Enfin, la précipitation avec laquelle cette réforme a été déclenchée et appliquée montre le mépris de l'institution envers les élèves et les enseignants.

En conséquence :

- Nous ne voulons pas cautionner à travers cette réunion une réforme qui relève davantage d'un plan d'économie budgétaire que d'un souci d'améliorer le niveau des élèves.

- Nous ne voulons pas donner la possibilité au rectorat et au ministère de pouvoir affirmer que le passage au bac pro 3 ans s'est effectué avec l'appui des enseignants et après consultation de ces mêmes enseignants, ce que pourrait laisser penser la réunion de ce matin.

C'est pourquoi, soucieux de manifester notre insatisfaction, nous avons choisi de nous retirer et de ne pas participer à cette réunion d'information."

Adrien, Lettres Histoire

14 mars, Tribune libre du SNETAA

(Note de la rédaction : le SNETTA n'est pas dans notre lutte pour sauver les LP, et même, il la critique durement, mais il est intéressant de prendre connaissance de son argumentation.)

Bonjour,

Suite à ma précédente demande de Tribune Libre dans le courrier "Inter LP de l'Ouest", l'organisation syndicale SUD s'est exprimée.

J'aimerais à mon tout pouvoir m'exprimer en demandant la publication de ma pièce jointe dans un prochain courrier "Inter LP de l'Ouest".

Bien syndicalement, Jean-marc Mistycki.



TRIBUNE LIBRE : LE SNETAA-EIL

LA RENOVATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE : UNE NECESSITE

Le SNETAA, Syndicat majoritaire chez les PLP avec plus de 30% des voix aux dernières élections professionnelles, et avec des élus dans toutes les académies, ne participe pas à cette intersyndicale « Inter-LP de L'ouest » du 44 : nous avons fait le choix de négocier pour une Rénovation de la voie professionnelle.

Devant l'implantation décidée à marche forcée des Bac Pro 3 ans, le protocole d'accord signé en décembre 2007 par la SNETAA-EIL, le SGEN-CFDT, ID-FAEN et le SNPDEN, a permis de faire entendre nos revendications. Les discussions ont laissé une très large part à la réussite de nos élèves et aux modalités à mettre en oeuvre pour lutter contre l'échec scolaire et les sorties sans qualification.

Le « fil rouge » de ces discussions a été pour le SNETAA d'affirmer que la voie pro se décline depuis les classes de SEGPA jusqu'au niveau III (BTS), avec un ancrage fort du niveau V (CAP-BEP), en conservant la double finalité : insertion professionnelle ou poursuite d'études.

C'est tout l'enjeu de la valorisation de l'enseignement professionnel qui doit, pour le SNETAA, se construire en prenant en compte tous les types de public. C'est aussi le moyen de maintenir et de renforcer les structures de nos lycées professionnels et de pérenniser le corps des PLP.

L'enseignement dans la voie professionnelle est indissociable de la notion d'insertion. Former des citoyens aptes à s'intégrer socialement et professionnellement est en effet un des enjeux de la voie professionnelle. Il s'agit aussi d'augmenter le niveau de qualification pour tous les jeunes, en offrant la perspective pour un maximum de jeunes d'obtenir un diplôme de niveau IV et, pour tous, d'obtenir un diplôme de niveau V, en tenant compte des perspectives d'insertion selon les domaines professionnels.

LE DIPLOME DE NIVEAU V NE DISPARAIT PAS : il est au contraire le niveau minimum à atteindre pour tous les jeunes.

LE BAC PRO pourra être obtenu, selon les difficultés des élèves, en 3 ou 4 ans. C'est ici un point que le SNETAA a

défendu pour que le système scolaire prenne en compte la réalité de tous les jeunes et leur rythme d'acquisition, en permettant des parcours individualisés et des passerelles. La voie professionnelle est enfin reconnue d'égale dignité avec les autres voies de formation. Les passerelles sont instaurées entre les 3 voies, dans tous les sens. C'est la fin de l'orientation par défaut vers la voie professionnelle ! Les élèves des autres voies se verront offrir une offre de formation diplômante et qualifiante dans la voie professionnelle.

Le diplôme de niveau V devra être obtenu par tous les jeunes, s'il le faut, avec une année supplémentaire, ce qui confirme bien que le cursus 2 + 2 restera possible. Les CAP ou BEP correspondants aux champs professionnels seront obligatoirement maintenus dans une offre de proximité. Ils permettront ainsi à certains élèves d'opter pour un parcours en 4 ans.

Pour les élèves qui seront dans un cursus en 3 ans, le diplôme de niveau V sera intégré.

Le SNETAA a revendiqué pour une partie de nos élèves, un accès au niveau III : c'est encore une victoire contre tous !

Le BTS prend toute sa place comme diplôme de la voie professionnelle, c'est la continuité des parcours, du CAP au BTS, qui nous tient à coeur et que nous revendiquons pour nos élèves. C'est aussi reconnaître que désormais le BAC PRO 3 ans est un Bac d'égale dignité avec les autres. La formation des PLP, quelle soit initiale ou continue, est bien entendu une des conditions de réussite de la réforme, ce qui veut dire que les PLP sont un corps d'enseignants à part entière, qui ne peut se fondre avec les autres. C'est une garantie contre le corps unique. Des plans de formation seront mis progressivement en place dans l'académie pour accompagner les collègues, notamment pour la mise en place des dispositifs de soutien et de remédiation : il existe d'ores et déjà un groupe ressources académique (professeurs volontaires) qui se rend dans les établissements sur demande des équipes pédagogiques. L'urgence est bien d'impliquer les corps d'inspection dans leur accompagnement pédagogique des PLP.

Toute cette rénovation de la voie professionnelle se traduit par des groupes de suivi académiques depuis 1 an maintenant, dont le dernier vient d'avoir lieu ce mercredi 11 mars 09.

Il nous permet de mettre en application les directives nationales dans un cadre académique et d'élaborer les modifications de la carte des formations, ainsi que la mise en oeuvre du dispositif d'accompagnement des équipes pédagogiques.

Certes tout n'est pas facile dans l'application de la rénovation de la voie professionnelle (DGH tardives, carte des formations 2009 modifiée, référentiels à mettre en place), mais une chose est sûre, le SNETAA, ni Syndicat d'accompagnement, ni Syndicat de refus, participera de façon active à la mise en place de la VALORISATION de la voie professionnelle. Il n'est pas question, pour nous, de tomber dans des combats « d'arrière-garde » !

La rénovation de la voie professionnelle est engagée depuis plus d'1 an maintenant, et il nous semble plus important d'aider les collègues à mieux appréhender les DGH, les grilles horaires, les référentiels et l'accompagnement personnalisé.

Il faudra certainement du temps et des évaluations

futures de ce nouveau dispositif, avec un premier bilan dès la rentrée 2009 sur les voeux d'orientation des familles (CAP ou BAC PRO 3 ans), mais une chose est sûre : l'enseignement professionnel initial public est le grand gagnant de cette réforme. Ce n'est pas le BAC PRO 3 ans qui conduit aux suppressions de postes déjà programmées par le MEN. Pour autant le SNETAA Nantes continue à être vigilant, revendicatif et combatif, car il ne peut adhérer à la politique gouvernementale de suppressions de postes et de moyens dans l'Education Nationale. Nous continuerons de nous mobiliser comme par le passé, pour la défense d'un service public d'éducation de qualité. C'est tout le sens de notre participation à l'indispensable Rénovation de la Voie Professionnelle.

Jean-marc Mistycki, Secrétaire académique du SNETAA-EIL Nantes.

14 mars : un communiqué de SUD éducation



Saint Denis, le 13 mars 2009

Il est temps :
19 mars, ensemble, début d'une lutte prolongée

2,5 millions de personnes dans les rues le 29 janvier, la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, la Réunion, les lycéens, les universités (personnels et étudiants), les désobéisseurs dans l'Education nationale, la multiplication des conflits dans les entreprises privées, sans oublier les nombreuses luttes avec les sans papiers, les sans logis, etc.

La coupe est pleine. Partout des femmes et des hommes osent lutter, vivent et construisent des solidarités au grand dam du gouvernement et du Medef qui nous veulent divisés, atomisés.

Dans l'Education nationale nous ne pouvons plus accepter la multiplication des « réformes » qui convergent toutes vers un seul but : la marchandisation de l'école et des personnes qui y travaillent (élèves et personnels), et par là même l'abandon de toute ambition émancipatrice pour l'école.

Il n'est plus temps de tergiverser, de temporiser, d'attendre des réactions du président ou de son gouvernement. Nous connaissons leur réponse : le mépris. Ils disent ce qu'ils veulent faire : continuer leurs « réformes », c'est à dire détruire les services publics (santé,

éducation, poste, etc), le droit du travail, la protection sociale, précariser l'ensemble de la population active, ainsi que les étudiants, afin de nous soumettre toutes et tous à l'insatiable soif de profits des actionnaires. Ils se cachent derrière la crise pour continuer leur entreprise de démolition sociale. Ils exécutent fidèlement le programme de guerre sociale initié par le Medef.

Nous ne sommes pas dupes leur stratégie de « saucissonnage » des dossiers, de leurs pseudos négociations dans les salons du pouvoir destinées à diviser et affaiblir notre mouvement. Nous ne pouvons plus croire que les reports des réformes soient autre chose qu'une stratégie pour éteindre les luttes sans renoncer au but initial de ces réformes : la diminution du nombre des fonctionnaires et la privatisation du système scolaire.

Il n'est plus temps d'égrener tous les deux mois une journée d'action qui casse toute dynamique, décourage les personnels et fait le jeu du gouvernement.

Il n'est plus temps d'agir séparément, entreprise après entreprise, secteur d'activité après secteur d'activité. Il est temps, comme le dit le LKP (Union contre la pwofitasyon) en Guadeloupe, de nous organiser, de nous unir partout pour créer des réseaux de lutte, de solidarité, de création et de conscientisation.

Il est temps de faire du 19 mars le début d'une lutte prolongée. Réunissons des assemblées générales des salariés, des usagers, des chômeurs, ... pour organiser la grève reconductible, pour construire la convergence des luttes éparses, pour bâtir la solidarité intercatégorielle et interprofessionnelle.

N'arrêtons pas nos regards au 19 mars. Déjà le 24 mars nous serons dans la rue pour défendre l'enseignement professionnel et les universités. La violence sociale qu'exerce le gouvernement et le Medef sur l'immense majorité de la population ne peut rester sans réponse à sa hauteur. Lutter c'est vivre.

fedes@sudeducation.org

17 mars : Le Snetaa nous engueule
pour n'avoir pas encore passé son communiqué parvenu le 14 mars (voir texte intégral plus haut)



Bonjour,
Dans un précédent numéro, tu indiquais la possibilité de pouvoir s'exprimer en "tribune libre". Je t'ai adressé un

courrier PDF du Snetaa Nantes, expliquant la nécessité de la rénovation de la voie professionnelle.

Etonnant de ne pas voir cet article dans le no 8???

Pas si étonnant que ça : en fait "l'inter LP de l'Ouest" n'est qu'un groupuscule arrière-gardiste de certains syndicats qui pense qu'avec des épiphénomènes d'actions, il peut encore changer le cours des choses!!

Rien n'est plus possible : la rénovation de la voie professionnelle est en marche et bon nombre de collègues sont pour !

Je pensais tout de même qu'en démocratie on pouvait librement s'exprimer : apparemment la censure est toujours de mise.

Salutations syndicales, Jean-marc Mistycki.

17 mars : un message de la FSU nantaise à propos des LP



Je t'adresse ci-joint une appréciation de la FSU pour insertion dans ta publication puisque j'ai vu, au fil des n° que d'autres organisations syndicales trouvaient là un accueil large et bienveillant. La circulaire d'orientation et affectation du recteur mérite attention.

Le combat continue !

à +

Pierre Raynaud

Voie professionnelle clivée !

Nous avons (FSU) durant ces deux années, alerté sur et combattu (voir sur la page régionale du site FSU 44 l'avis adopté au CAEN de janvier 2009 à l'initiative de la FSU) la généralisation des bacs pro trois ans en soulignant les dangers d'un clivage de la voie professionnelle et aussi les risques de concurrence de la voie pro avec la voie technologique notamment industrielle.

La circulaire rectorale qui organise l'orientation et l'affectation des élèves sortant de 3e de collège confirme nos craintes et nos appréciations. Elle institue trois "voies d'orientation" post 3e. Elle institue le clivage de la voie professionnelle en deux voies distinctes, vers le V ou vers le IV.

En clair : un élève qui se voit proposer la voie d'orientation "CAP" ne peut postuler pour une 2de bac pro. Les vœux exprimés par les familles, comme le débat en conseil de classe de fin de 3e qui prépare la décision du chef d'établissement, portaient jusque là sur une alternative "voie GT" ou "voie Pro".

Ils portent désormais sur "trois voies d'orientation".

Extraits : « Les voies d'orientation après le collège : Les

voies d'orientation définies réglementairement sont les suivantes :

- seconde générale et technologique
- seconde professionnelle (1ère année de préparation du bac professionnel en trois ans ou 1ère année de préparation du BEP pour les spécialités qui ne sont pas encore transformées (BEP CSS, le BEP conduite et service dans les transports et le BEP optique lunetier)
- première année de CAP". ...

....

" La rénovation de la voie professionnelle prendra effet à la rentrée scolaire 2009 pour l'ensemble de la formation initiale (scolaire et apprentissage). Elle distingue deux voies de formation :

- un cycle de deux ans conduisant au CAP,
- un cycle de trois ans conduisant au baccalauréat professionnel."

Et comme par ailleurs " Il est recommandé aux élèves qui hésitent entre la voie professionnelle et la voie générale et technologique de participer au dispositif de pré-affectation" on voit aussi se dessiner les conditions concrètes de mise en concurrence de la voie pro et de la voie technologique de lycée.

Et donc le schéma publié dans « l'Inter-LP de l'Ouest » est incomplet puisqu'il ne prend pas en compte les effets du clivage de la voie professionnelle en deux voies distinctes dont la finalité est bien de réduire les horizons de formation de tous élèves et pas seulement des élèves en difficultés.

Pierre Raynaud, coord. régionale FSU

Tribune libre : Appel de la CGT Educ'action



Pour les salaires et pour l'emploi
de la maternelle à l'université :
non aux réformes DARCOS
et aux suppressions de postes !

TOUS EN GREVE LE JEUDI 19 MARS,
LE 24 MARS ON CONTINUE !

En quelques mois le climat social a beaucoup changé et l'exaspération de millions de salariés n'a fait que monter.

La journée de grève interprofessionnelle du 29 janvier a montré la puissance du mouvement de protestation : 2,5 millions de manifestants, une participation importante à la grève des salariés du privé comme du public à la grève.

Les universités ont poursuivi la mobilisation par une grève reconductible contre le nouveau statut des enseignants chercheurs, en défense de la recherche publique. Etudiants et enseignants se sont engagés dans une mobilisation contre la suppression de la formation des maîtres et des IUFM, contre les menaces sur le recrutement des futurs enseignants. Dans le premier degré comme dans le second, pas une semaine sans qu'un secteur de l'Education ne prenne l'initiative d'une action pour s'opposer à la politique libérale de Darcos et de Sarkozy.

Le 19 mars l'appel unitaire à la mobilisation interprofessionnelle est la preuve que le mouvement ne faiblit pas. Montrons tous ensemble que nous ne laisserons pas ce gouvernement casser morceau par morceau l'Ecole et les services publics (hôpitaux, Poste, tribunaux...).

Le 19 mars l'appel de l'ensemble des confédérations et des fédérations syndicales doit être massivement entendu :

TOUS EN GREVE, PARTICIPATION MASSIVE AUX MANIFESTATIONS !

La victoire des grévistes en Guadeloupe, réunis dans le collectif unitaire du LKP, autour d'une plateforme revendicative de haut niveau, exigeant notamment les 200 euros, des baisses de prix, a marqué la situation sociale aux Antilles mais aussi en métropole. Il est possible de gagner contre ceux qui cherchent à faire payer la crise aux salariés si on inscrit la grève dans la durée et l'unité en renforçant la mobilisation. Dans l'Education il y a urgence à stopper les ministres Xavier Darcos et Valérie Pécresse dans une fuite en avant et des attaques tout azimut. Après le 19 mars la CGT Educ'action appelle les personnels à poursuivre la mobilisation au plus haut niveau et dans toute l'Education pour le retrait des réformes en cours dans le premier et second degré, contre la suppression des IUFM, pour le maintien d'un recrutement au niveau de la licence, avec statut de fonctionnaire stagiaire et reconnaissance d'un master à l'issue de la formation.

Réforme de l'enseignement professionnel : généralisation du bac pro 3 ans, suppression des BEP, nouvelles grilles horaires, suppression de postes, c'est non !

La réforme de l'enseignement professionnel est emblématique de cette politique de casse. Elle entre dans la phase décisive de mise en application et la rentrée 2009 se prépare dans des conditions inacceptables pour les

personnels de LP de LPO :

- Suppressions massives de postes qui iront en augmentant les 2 prochaines années ;
- Suppressions de sections dans les lycées

(particulièrement sensibles en milieu rural) ;

- Grilles horaires tri-annualisées, lourdes de risques d'annualisation pour le statut des enseignants ;
- Disparition d'un cadre national précis pour les horaires ;
- Augmentation de la durée des stages en entreprises ;
- Réduction du temps de formation de 35 % des enseignements en moyenne ;
- Risque de dévalorisation de la valeur du diplôme par l'introduction d'une épreuve de contrôle en juillet, qui dans les formes proposées, peut déboucher sur un bac au rabais.

Les élèves de la voie professionnelle ne doivent pas être les premières victimes des réformes que le ministre tente d'imposer à marche forcée. Les élèves de 3è de collège et leur famille sont dans l'incertitude et l'inquiétude face à des choix d'orientation qu'ils ne maîtrisent pas (CAP ou BAC). Ils ne doivent pas voir sacrifier, à travers la suppression d'un an de scolarité, leur capacité réelle à obtenir un véritable baccalauréat, diplôme attestant une qualification professionnelle. L'enjeu de cette réforme dépasse largement les seuls personnels des lycées professionnels ou polyvalents. Ce sont tous les acteurs du système éducatif parents et élèves, enseignants des lycées et des collèges qui sont concernés. Elle aura des répercussions sur tout le lycée, sa voie générale et particulièrement sa voie technologique.

C'est conscient de l'importance de cet enjeu que la CGT Educ'action et le SNUEP-FSU appellent les personnels à se réunir après le 19 pour décider collectivement des actions nécessaires à l'amplification de la mobilisation, à participer à la grève nationale du mardi 24 mars pour exiger le retrait des réformes dont celle de l'enseignement professionnel prévue dès la rentrée 2009.

Le 19 et le 24, tous en grève et dans la rue pour le retrait des réformes, la restitution des postes, la hausse des salaires !

UNSEN-CGT

e-mail : unsen@ferc.cgt.fr - Internet : <http://www.unsen.cgt.fr>

Dernier rappel technique pour le jeudi 19... le lieu de rendez-vous...

Bonsoir,
Rendez-vous jeudi 14 heures (après l'AG)

GARE ROUTIERE (près du CHU et RU Ricordeau) : bannière intersyndicale "Sauvons les lycées professionnels".
Nathalie

(Post-scriptum : si toutefois il n'y a pas un imprévu ou un contr'ordre d'ici là...)



Appel à la grève le 24 mars pour la défense de l'enseignement professionnel.

La réforme de l'enseignement professionnel imposée par le Ministre Xavier Darcos devrait rentrer en application dès la rentrée 2009. Cette réforme, qui généralise le Baccalauréat en 3 ans et entérine la mort du BEP aura de graves conséquences sur la qualité des formations professionnelles et risque d'exclure un grand nombre de jeunes des formations professionnelles initiales sous statut scolaire.

De jour en jour, les personnels prennent conscience de la réalité de cette réforme qui n'a pour finalité que de récupérer des postes d'enseignants.

Dans les lycées professionnels, la colère monte et dans de nombreuses académies, des établissements se sont mis en grèves pour demander que les moyens soient maintenus afin d'accueillir dans de bonnes conditions les jeunes à la rentrée prochaine.

Les personnels n'acceptent pas les conditions dans lesquelles se prépare la rentrée 2009 avec :

- des grilles horaires annualisées sans référence hebdomadaire
- des seuils de dédoublement très insuffisants et mal définis.

Ils refusent :

- des DHG (dotation horaire globale) qui se traduisent dans de très nombreux endroits par des suppressions de postes, l'aggravation des conditions de travail des personnels et d'accueil pour les élèves.

- la suppression de milliers d'emplois dans les deux années à venir (rentrée 2010 et 2011) en raison de la disparition des cursus de formation en 4 ans.

- le recours massif aux heures supplémentaires.

Dans le prolongement de la journée d'action de 19 Mars, nos organisations syndicales appellent l'ensemble des personnels à participer massivement à la journée de grève du Mardi 24 Mars pour la défense de l'enseignement professionnel.

C'est parce qu'elles font du développement et de la qualité de l'enseignement professionnel un enjeu fondamental pour l'avenir du pays et des jeunes que l'intersyndicale de l'enseignement professionnel appelle à la grève dans tous les établissements dispensant une formation professionnelle initiale, le mardi 24 mars pour :

- Un budget 2009 à la hauteur des exigences, ce qui nécessite notamment de revenir sur les suppressions de postes prévues ;
- Une rénovation de l'enseignement professionnel avec comme axe principal la réussite et l'élévation de la qualification de tous les jeunes, ce qui va de pair avec l'amélioration des conditions de travail des élèves et des personnels ;
- Un maintien de la diversité des diplômes et des parcours de l'enseignement professionnel qui fait la spécificité et la richesse de cette voie de formation notamment avec le maintien des sections de BEP et des parcours BEP+BAC en 4 ans ;
- L'arrêt de la généralisation du baccalauréat en 3 ans ;
- La revalorisation de l'ensemble des personnels.

LYCEES PROFESSIONNELS

allons-nous les laisser faire ?

Généralisation des bacs professionnels 3 ans
Suppression des BEP
Avenir des élèves compromis
Rentrée 2009 sans cadrage national
Dotation horaire toujours insuffisante
Dédoublément à l'appréciation de chaque établissement
Heures supplémentaires
Postes supprimés ...



Le gouvernement a reculé sur les RASED, la réforme des lycées, l'enseignement supérieur. Nous pouvons le faire reculer aussi sur la réforme de l'enseignement professionnel.



Communiqué de l'Intersyndicale de l'enseignement professionnel.

L'intersyndicale de l'enseignement professionnel CGT Educ'action, SNUEP-FSU, SNEP-FSU, SUD Education, SNCL-FAEN appelle dès maintenant les personnels à poursuivre après le 19 mars la mobilisation engagée depuis plusieurs mois contre les réformes Darcos et les suppressions massives d'emploi. Comme l'a été la journée de grève du 29 janvier, la journée interprofessionnelle du 19 mars s'annonce comme extrêmement puissante et doit permettre d'amplifier les luttes dans l'unité.

L'intersyndicale de l'enseignement professionnel décide d'appeler à la grève le mardi 24 mars les personnels de LP, LPO, SEGPA et EREA pour refuser la mise en application de la réforme de l'enseignement professionnel imposée dès la rentrée 2009 ;

- Maintien de formations BEP+BAC en 4 ans
- Restitution des milliers de postes supprimés
- Refus de grilles horaires annualisées, lourdes de risque pour le statut des tous les enseignants.
- Pour une rénovation de la voie professionnelle, élaborée dans l'intérêt des élèves et non pas pour des suppressions d'emploi.

Paris le 15 mars 2009



SNUEP-fsu



LYCEES PROFESSIONNELS

allons-nous les laisser faire ?

Généralisation des bacs professionnels 3 ans
Suppression des BEP
Avenir des élèves compromis
Rentrée 2009 sans cadrage national
Dotation horaire toujours insuffisante
Dédoublément à l'appréciation de chaque établissement
Heures supplémentaires
Postes supprimés ...



ça suffit !

mardi 24 mars

APPEL A LA GREVE

LP SEGPA EREA

Le gouvernement a reculé sur les RASED, la réforme des lycées, l'enseignement supérieur. Nous pouvons le faire reculer aussi sur la réforme de l'enseignement professionnel.

Rien n'est impossible ...